

Strategic Latitude



Capitalisme climatique : oxymore ou nouvelle logique ?

Réflexions critiques entre économie,
stratégie et écologie



Jean-Francis Mendy, étudiant à Sciences Po Strasbourg et Georgetown University

Tous droits réservés. Cet article fait partie du blog Strategic Latitude. Contenu sous licence [CC BY-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/). Pour lire d'autres publications, rendez-vous sur strategic-latitude.com

SOMMAIRE

Introduction.....	1
Un héritage contradictoire : le capitalisme face à la nature.....	2
Racines historiques.....	2
Structure et limites internes.....	4
Les effets d'un siècle de "business as usual".....	5
Trois réponses au paradoxe.....	7
La thèse de l'incompatibilité radicale.....	8
La thèse réformiste.....	9
La thèse adaptative opportuniste.....	10
Vers une nouvelle logique ? Conditions et leviers.....	11
Réécriture des règles du jeu.....	11
Transformation de la valeur économique.....	13
Innovations et limites.....	14
Conclusion : entre utopie pragmatique et réalisme lucide.....	15
BIBLIOGRAPHIE.....	17

Aldous Huxley s'est un jour confié : “Je voulais changer le monde. Mais j’ai découvert que la seule chose dont on peut être sûr de changer, c’est soi-même.”¹ (*Point Counter Point*). Si Aldous Huxley voulait changer le monde, la crise climatique nous confronte aujourd’hui à un défi de taille : notre monde — physique — change par notre action alors qu’il serait dans notre intérêt que le monde ne change pas. D’autre part, cette confession a priori intime semble pourtant refléter la dynamique à l’œuvre depuis quelques années, des entreprises cherchant à combler par elles-mêmes les failles d’un système qui les dépasse : le capitalisme. Enfin, si Huxley évoquait la difficulté de transformer le monde, la question du climat nous confronte aujourd’hui à ce dilemme à l’échelle des systèmes : jusqu’où le capitalisme peut-il se changer lui-même pour prétendre répondre à la crise qu’il a contribué à engendrer ?

C’est en ce sens que les récentes années ont vu l’expression de “capitalisme climatique” faire son essor. Cette notion semble a priori paradoxale : la crise climatique que le globe traverse semble être intrinsèquement liée au système capitaliste, en tant que son produit inévitable. Le capitalisme est ici compris comme un mode d’organisation économique caractérisé par l’accumulation du capital et la recherche de croissance, soutenu par la propriété privée et la logique concurrentielle, mais dont l’histoire a pu révéler une tendance structurelle à l’exploitation des ressources et à l’externalisation des coûts. Associer un système économique basé sur la croissance illimitée et l’exploitation intensive des ressources naturelles avec des objectifs comprenant, à défaut de la neutralité carbone souvent envisagée et visée, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et le respect des limites planétaires semble alors contradictoire.

Cependant, loin d’une association fertile, cette expression tend à s’imposer, non comme symbole d’une conviction intime dans la possibilité de leur compatibilité, mais comme celui d’une adaptation structurelle nécessaire du capitalisme. Si elle se propose d’envisager une réforme du système, elle ne consiste pas pour autant en un rejet de toute autre forme qu’il pourrait revêtir, notamment parce qu’elle répond souvent à l’impossibilité structurelle et temporelle de le modifier.

Cette notion, qui se veut pragmatique et réaliste, est avant tout une invitation au débat, au questionnement : celui de la refondation du système capitaliste, qui semble avoir montré ses failles à de nombreux égards. La notion de “capitalisme climatique” inaugure donc une possible

¹ “I wanted to change the world. But I have found that the only thing one can be sure of changing is oneself”

lecture évolutive : le capitalisme n'est pas figé, il est amovible. À défaut de pouvoir — ou souvent de vouloir — être abandonné, il peut être transformé en profondeur afin de répondre aux exigences d'un monde aux ressources finies.

Cette notion fait avant tout écho à un contexte, dont elle est l'un des reflets les plus éloquents. C'est celui de l'accélération de la crise climatique, parfois qualifiée au pluriel : records de températures annuels, intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, multiplication des catastrophes naturelles coûteuses. Face à ces phénomènes, la prise de conscience s'accélère ; les réponses s'organisent. En effet, la pression réglementaire est croissante : accords internationaux, green deal européen, normes environnementales sectorielles, bien que la lenteur en soit souvent critiquée. Le discours du "green capitalism" porté par les entreprises, investisseurs, institutions financières semble monter en puissance face à l'incontestable vérité du réchauffement climatique et de ses liens avec le système capitaliste actuel. De même, les labels et engagements RSE (responsabilité sociale des entreprises) explosent, bien que souvent critiqués pour manque de substance ou greenwashing.

En résumé, les avancées, existantes mais mitigées, semblent répondre à une prise de conscience mondiale avérée du réchauffement climatique et de la nécessité de lutter contre lui. Toutefois, une question demeure : est-ce suffisant ? Le fait même qu'elle se pose suggère la rhétorique qui l'entoure. En réalité, cette question est un (r)appel au changement. C'est ce que cet article se veut réfléchir : peut-on réellement transformer un système dont la logique de base (accumulation du capital, maximisation du profit, compétition internationale) semble contradictoire avec la stabilité climatique ? Cette question en entraîne une autre, sous-jacente : le cas échéant, faut-il envisager un dépassement complet de ce système économique ?

Un héritage contradictoire : le capitalisme face à la nature

Afin de comprendre si un "capitalisme climatique" est envisageable, il faut avant tout revenir sur l'histoire du rapport entre capitalisme et nature, une histoire marquée par les énergies fossiles, l'extraction et l'externalisation des coûts.

Racines historiques

La contradiction entre environnement et capitalisme renvoie d'abord à une origine historique. Elle remonte à la révolution industrielle, qui marque le passage du travail humain et

animal à l'énergie fossile comme moteur principal de l'économie. La révolution industrielle a substitué les énergies renouvelables (eau, vent) par des énergies fossiles (charbon puis pétrole), permettant une croissance auto-entretenu (Malm). Les gains massifs de productivité occasionnés, qui lui valent ce qualificatif de "révolution", ont provoqué l'explosion de la production et de la consommation mais également la dépendance de nos sociétés au charbon, puis au pétrole et au gaz. C'est ainsi que la Grande-Bretagne, pionnière de la révolution industrielle, produisait en 1825 80 % des émissions globales de CO₂, illustrant le lien entre industrialisation, dépendance aux fossiles et pollution.

L'analyse du capitalisme fossile menée par Andreas Malm a montré que le capitalisme moderne est ainsi historiquement indissociable de l'exploitation des énergies carbonées. En conséquence, la structure énergétique mondiale actuelle est encore héritée de ce modèle. Ce système repose sur un paradoxe temporel fondamental : alors que les marchés financiers exigent des rendements à 5-10 ans, les infrastructures fossiles (centrales, pipelines) verrouillent 40 ans d'émissions — ce que Malm nomme les "committed emissions". Une contradiction qui pourrait coûter cher : une étude inspirée par le Massachusetts Institute of Technology estime que la transition vers un scénario climatique ambitieux pourrait entraîner des pertes de valeur des réserves fossiles non exploitées de l'ordre de 21 à 31 trillions \$ d'ici 2050. De plus, Carbon Tracker estime que plus de 600 milliards \$ des actifs pétroliers et gaziers cotés en bourse sont à haut risque de devenir obsolètes.

Les économistes classiques (Ricardo, Malthus) ont théorisé la rareté des ressources, mais le capitalisme a ignoré ces limites via l'exploitation fossile, si bien que "le capitalisme a transformé la nature en instrument de domination des hommes par d'autres hommes" (C.S. Lewis, cité par Malm).

Les racines historiques du capitalisme sont aussi l'origine de ses caractéristiques majeures : le productivisme et l'idéologie du progrès. La croissance est hissée comme objectif politique et social central ; la conquête de la nature est perçue comme symbole de la modernité et de la puissance ; les limites physiques sont peu ou ne sont pas prises en compte jusqu'au XXe siècle. En effet, cette idéologie du progrès repose largement sur l'idée de domination de la nature. Les Lumières ont propagé l'idée d'une nature illimitée maîtrisable, fondement culturel du productivisme (Klein). On parle ainsi de "fossilisation" des mentalités à partir de la révolution

industrielle : le charbon étant perçu comme un progrès, il masque ses effets cumulatifs (hausse des océans, acidification...).

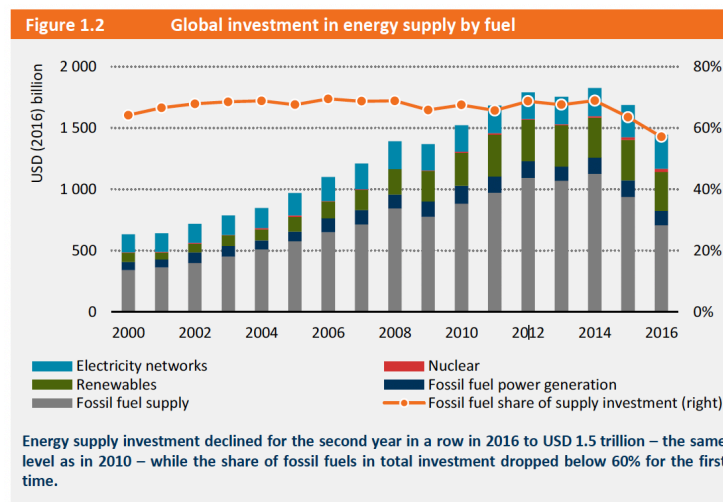
Si les origines du capitalisme s’ancrent profondément dans l’exploitation des ressources fossiles, sa structure actuelle en a prolongé les logiques, en accentuant ses contradictions avec les limites planétaires.

Structure et limites internes

La structure-même du capitalisme moderne, par sa structure, présente une compatibilité a priori difficile à envisager avec la nature :

- Court-termisme financier

Les marchés financiers privilégient les résultats trimestriels, incompatibles avec les investissements (ex : énergies renouvelables). Les décisions stratégiques sont souvent subordonnées aux attentes des actionnaires à court terme. Entre 2000 et 2016, plus de 60 % des investissements mondiaux dans de nouvelles fournitures d’énergie allaient aux combustibles fossiles, cette part ne passant sous la barre des 60 % qu’en 2016.



IEA, World Energy Investment, 2017 (p. 21)

- Compétition mondiale

La pression pour la réduction des coûts perpétue la thèse selon laquelle le “découplage” est un mythe : les réductions d’émissions nationales cachent une externalisation vers les pays du Sud (Parrique, *Decoupling debunked*). En effet, les activités polluantes sont délocalisées dans des

pays aux normes environnementales plus faibles. La Chine, aussi appelée “cheminée du monde”, émet 55 % de la croissance des GES (2000-2006) pour produire des biens consommés en Occident (Malm).

- Asymétries de pouvoir

Les grandes multinationales sont capables de contourner voire d’influencer les réglementations locales. De même, certaines politiques climatiques contraignantes font face à un lobbying massif. L’expression de “marchands de doute” (Oreskes & Conway) a ainsi fait son chemin, désignant la stratégie des industries fossiles pour retarder l’action climatique. Ainsi, Exxon était conscient dès 1982 des risques climatiques mais a financé le climatoscepticisme.

- Invisibilité de l’environnement dans la comptabilité

Les ressources naturelles sont historiquement perçues comme gratuites et infinies. Les dommages environnementaux demeurent de simples “externalités négatives” et ne sont pas intégrés dans les bilans financiers, à l’instar du coût réel du carbone.

Ces caractéristiques structurelles, loin de rester théoriques, ont résulté en un siècle d’inaction et de verrouillage technologique, aggravant les impacts sur l’environnement.

Les effets d’un siècle de “business as usual”

Le siècle précédent a vu l’essor du consensus scientifique sur la vérité du réchauffement climatique. Pour autant, les affaires ont poursuivi leurs cours habituel, ce qui a eu des effets considérables sur l’environnement. Les données scientifiques de l’IPCC (AR6, 2021) sont alarmantes et font état d’un réchauffement global de + 1,07 °C depuis 1850-1900, résultant principalement de l’action humaine. Malm (2016) soulignait alors aussi la consommation rapide du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5 °C à un moment où les émissions augmentent de 3 % /an depuis 2000. Ainsi, les quatre dernières décennies furent chacune plus chaudes que la précédente depuis 2000 ans. Enfin, le réchauffement climatique progresse si bien que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des zones hautement vulnérables.

Les impacts physiques et sociaux du réchauffement climatique se multiplient et sont visibles. La fonte des glaciers s’accélère (+ 57 % depuis les années 1990) ; le niveau des océans monte (+ 0,7m possible d’ici 2100 même avec une réduction forte des émissions selon IPCC) ; les événements extrêmes se multiplient : vagues de chaleur, sécheresses, inondations plus fréquentes et intenses ; la biodiversité disparaît à une vitesse rapide (nécessité de préserver 30 à

50 % des écosystèmes pour maintenir la résilience). L'origine anthropique de ces impacts, si elle est avérée, ne concerne qu'une partie des humains : ils sont marqués par de sévères "inégalités climatiques". Les 10 % les plus riches émettent 50 % des GES, les 50 % les plus pauvres seulement 7 % (Malm).

Si un changement est possible, le passé réduit le futur des possibles. Une première caractéristique de la résistance systémique du "business as usual" est celle du verrouillage technologique : les infrastructures fossiles (centrales à charbon, pipelines) construites aujourd'hui verrouillent les émissions futures. Ce verrouillage prend des formes concrètes : 80% des infrastructures énergétiques mondiales restent fossiles. Les banques y contribuent largement : le financement bancaire destiné aux énergies fossiles et bas carbone a totalisé 1 600 milliards de dollars en 2023 — en baisse par rapport aux 1 800 milliards de l'année précédente (BloombergNEF).

En à peine trois ans (2010-2012), le monde a installé plus de deux fois et demie la capacité charbonnière de toute la décennie 1990. Un constat alarmant : les centrales mises en service en 2012 promettent 19 milliards de tonnes de CO₂ sur leur durée de vie, surpassant déjà les 14 milliards émis par l'ensemble du parc cette année-là. Et cette dette carbone s'alourdit inexorablement (+ 4 % /an), creusant l'écart avec les émissions actuelles (Malm).

Une deuxième caractéristique de la résistance systémique est celle du financement pervers : les subventions aux énergies fossiles s'élèvent à 775 milliards \$ /an (Klein), contre 331 milliards \$ / an pour le climat en 2013 (CPI, Climate Policy Initiative).



Figure 2: The Breakthrough Compass (Source: Volans and *Harvard Business Review*)

Ce schéma issu de l'ouvrage Tout Peut Changer de Naomi Klein illustre l'échelle contrastée des changements possibles, entre l'immobilisme du business as usual et l'impact transformateur d'un "breakthrough", reflétant le paradoxe opposant l'urgence climatique et le besoin de rupture qui en découle avec l'inertie des système économiques et technologiques verrouillés.

Si la mentalité du "business-as-usual" a témoigné de sa longévité, cette voie a également montré les conséquences négatives sur l'environnement, alors même que le GIEC rappelle que "chaque dixième de degré évité compte" (AR6, IPCC).

Trois réponses au paradoxe

Face à la contradiction apparente entre capitalisme et stabilité climatique, trois grandes réponses se dessinent, de l'incompatibilité radicale à l'adaptation opportuniste, en passant par une voie réformiste.

Critère	Incompatibilité	Réforme	Opportunisme
<u>Rythme</u>	Rupture	Transition	Adaptation

<u>Acteurs</u>	Mouvements sociaux	États/Entreprises	Marchés
<u>Risque</u>	Rejet politique	Inertie bureaucratique/ Résistance des lobbys	Greenwashing

La thèse de l'incompatibilité radicale

La compréhension de cette opposition empirique entre nature et capitalisme a poussé certains théoriciens à rejeter la possibilité d'une coexistence entre ceux-ci. Cette position radicale s'appuie sur plusieurs constats sans appel.

Timothée Parrique, dans "Decoupling Debunked", a démontré qu'aucune preuve de découplage absolu entre PIB et pressions environnementales n'existe. Le découplage observé se révèle soit relatif (l'impact par unité de PIB baisse tandis que le volume total augmente), soit temporaire (lié à des crises économiques), ou encore localisé (résultant de l'externalisation vers d'autres pays). L'auteur identifie sept freins structurels à cette impossible dissociation : les effets rebond (comme les voitures économes en carburant qui augmentent les kilomètres parcourus), les coûts énergétiques croissants de l'extraction des ressources, le déplacement des problèmes (telle la destruction d'écosystèmes pour extraire le lithium des batteries électriques), les limites du recyclage, la dépendance matérielle du tertiaire, la délocalisation des impacts et l'insuffisance technologique. Comme il le souligne : "Le découplage absolu est un acte de foi déconnecté des réalités empiriques".

Naomi Klein (*Tout peut changer*) radicalise cette analyse en affirmant que "notre modèle économique est en guerre contre la vie sur Terre". Pour elle, le capitalisme dérégulé est intrinsèquement incompatible avec une réduction drastique des émissions, car les mesures nécessaires - interdictions, taxes élevées, renationalisations - sont perçues comme des hérésies politiques dans le paradigme néolibéral. Elle montre notamment comment les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entravent les subventions aux énergies renouvelables, protégeant ainsi les intérêts des industries fossiles.

Face à cette impasse, des théoriciens comme Jason Hickel (*Less is More*) prônent une décroissance planifiée dans les pays riches, visant à réduire la production matérielle tout en

améliorant le bien-être via la réduction du temps de travail, l'instauration d'un revenu universel ou la taxation des produits de luxe. Les approches post-croissance proposent quant à elles de substituer au PIB des indicateurs alternatifs centrés sur le bien-être et la santé environnementale. Cette critique systémique s'accompagne d'une promotion des communs, selon les travaux d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie. Ces modèles de gestion collective et décentralisée des ressources naturelles (forêts, eau) offrent une alternative au modèle extractiviste privatisé, comme l'illustrent de nombreuses communautés à travers le monde.

Cette critique s'appuie sur des alternatives concrètes :

- En Allemagne, l'électricité renouvelable est largement produite par des coopératives énergétiques.
- À Barcelone, la mise en place de "superilles" a pour ambition de réduire une circulation importante.
- Depuis 2015, le Costa Rica montre qu'un mix électrique à 98 % renouvelable est possible (mais révèle aussi la dépendance persistante aux transports pétroliers).

Certains concluent donc que le capitalisme est irréconciliable avec le climat. À l'inverse, d'autres voient dans sa réforme le chemin de leur compatibilité.

La thèse réformatrice

À mi-chemin entre rupture et statu quo, la thèse réformatrice envisage une transformation du capitalisme pour le rendre compatible avec les limites planétaires. Rebecca Henderson (*Reimagining Capitalism in a world on fire*) propose ainsi de redéfinir la finalité des entreprises autour de la valeur pour les parties prenantes plutôt que du profit actionnarial. Cette refondation passe par une "réécriture" des règles financières : adoption d'indicateurs ESG robustes, internalisation des externalités, intégration du capital naturel dans la comptabilité.

Des initiatives comme Climate Action 100+ — coalition d'environ 700 investisseurs gérant près de 70 milliards \$ d'actifs et s'engageant auprès des grandes entreprises pour la décarbonisation de leurs activités — montrent l'émergence de cette finance transformatrice. Mais Henderson insiste : sans cadre réglementaire strict, ces efforts risquent de se heurter au greenwashing.

Mariana Mazzucato complète cette approche avec le concept d'État entrepreneur. Elle souligne le rôle crucial des investissements publics stratégiques, à l'image de la banque

allemande KfW qui a financé la transition énergétique du pays. Pour elle, les États doivent prendre des risques pour amorcer les innovations vertes, comme ils l'ont fait pour les énergies renouvelables dans les années 1980.

Ces transformations nécessitent des politiques ambitieuses : fiscalité carbone (50 \$ /tonne généreraient 450 milliards \$ / an), suppression des subventions aux fossiles (775 milliards \$ / an), normes contraignantes et interdictions sectorielles. Autant d'outils pour réorienter l'économie vers la soutenabilité.

Ici aussi, les résistances sont immenses : selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'industrie pétrolière et gazière a investi environ 20 milliards de dollars dans les technologies propres en 2022, soit 2,5 % de ses dépenses totales (CapEx), la proportion faible illustrant de manière claire l'écart entre les discours axés sur la transition et les investissements réels. L'AIE rappelle également qu'un Nord-Américain moyen a émis en 2011 environ 11 fois plus de CO₂ lié à l'énergie qu'un Africain moyen. Ainsi, les 10 % les plus riches de la population mondiale sont à l'origine d'environ 50 % des émissions énergétiques totales, illustrant combien les inégalités sociales constituent un frein majeur aux transformations structurelles.

Au-delà d'une réforme, une troisième approche prône sa vision d'une compatibilité possible entre climat stable et capitalisme, soutenant que les caractéristiques-même de ce dernier intègrent la condition nécessaire pour leur réconciliation, par sa capacité prétendue à s'adapter aux nouvelles contraintes.

La thèse adaptative opportuniste

Enfin, la thèse opportuniste voit dans le capitalisme non pas un système à réformer, mais une machine à s'adapter par intérêt aux nouvelles contraintes environnementales. Cette approche explique l'essor des marchés verts : énergies renouvelables (même si elles ne représentent encore que 3 % de l'électricité mondiale hors hydro, éolien et solaire selon l'agence internationale de l'énergie en 2022), mobilité électrique, économie circulaire.

La finance durable incarne cette dynamique, avec le développement des obligations vertes (destinées à financer des projets bas-carbone) et des fonds ESG. Cependant, leur impact réel reste limité, et certaines entreprises pétrolières comme Total n'hésitent pas à émettre ce type d'obligations tout en développant de nouveaux projets fossiles - parfait exemple de greenwashing.

Les énergies renouvelables, malgré une croissance annuelle de 50 % pour le solaire, peinent à rivaliser avec la domination persistante des fossiles. Les compagnies pétrolières comme Exxon ou Shell investissent certes dans les renouvelables... tout en intensifiant leurs explorations fossiles. Leur logique reste inchangée, comme le résumait l'ancien PDG d'Exxon Rex Tillerson : "Ma philosophie est de faire de l'argent. Si je peux forer et en gagner, je le ferai".

Ainsi, si l'opportunisme peut générer des avancées technologiques et financières, il risque surtout de servir de caution à l'immobilisme, en l'absence de réformes structurelles profondes. Le capitalisme "en mode survie" montre sa capacité à intégrer superficiellement les enjeux écologiques... sans remettre en cause ses fondamentaux productivistes.

Vers une nouvelle logique ? Conditions et leviers

Reste enfin à savoir si le capitalisme peut réellement se réinventer : l'émergence d'une nouvelle logique suppose en effet de redéfinir ses règles, de transformer la notion même de valeur économique, tout en mesurant les promesses comme les limites de l'innovation.

Réécriture des règles du jeu

Face au risque climatique et à l'urgence de la crise, les règles de fonctionnement du capitalisme sont forcées de s'adapter. Le changement des règles passe avant tout par la régulation internationale, non seulement pertinente pour un enjeu global mais nécessaire. Pourtant, les mécanismes actuels montrent leurs limites : le Fonds vert pour le climat n'a réuni que 10 milliards \$ par an sur les 100 milliards promis, révélant l'inefficacité des engagements volontaires. Les accords internationaux (COP) souffrent d'un déficit de contrainte juridique : l'Accord de Paris repose sur des contributions nationales déterminées mais non contraignantes. Une gouvernance climatique globale réellement efficace supposerait donc d'introduire des engagements obligatoires, assortis de sanctions.

L'adaptation nécessite aussi des outils économiques transformateurs. La mise en place d'un prix universel du carbone en constitue l'exemple le plus parlant : à 50 \$ /tonne, il pourrait générer 450 milliards \$ par an de ressources, selon Naomi Klein. Pourtant, aujourd'hui, entre 75 % et 80 % des émissions mondiales ne font l'objet d'aucune tarification carbone (Banque mondiale, 2022). Le marché carbone européen a bien contribué à réduire les émissions du secteur

électrique (selon la Commission européenne, les émissions du secteur électrique couvertes par le marché carbone européen ont chuté d'environ 40 % entre 2005 et 2020), mais reste inefficace pour l'industrie lourde — les réductions y provenant surtout de gains d'efficacité énergétique. De même, la régulation financière progresse lentement : la directive européenne de 2014 sur la publication des émissions oblige les grandes entreprises à divulguer leur impact, mais ses effets restent encore partiels.

À côté de ces mécanismes incitatifs, des mesures coercitives sont indispensables. Les subventions aux énergies fossiles, qui atteignent 775 milliards \$ par an (soit dix fois le budget annuel du climat), représentent un frein massif à la transition. Leur suppression progressive est un levier majeur.

Les subventions aux fossiles (775 milliards \$ / an) pourraient financer 3 fois le déploiement des renouvelables (International Institute for Sustainable Development).

Certaines interdictions ciblées montrent la voie : la France a interdit la fracturation hydraulique pour l'exploitation de gaz de schiste en 2011 ; des villes comme Copenhague visent la neutralité carbone dès 2025. Copenhague a ainsi interdit depuis 2016 les nouvelles installations de chauffage au fioul lorsque des réseaux de chaleur ou de gaz existent, et encourage fortement les mobilités propres (vélos, transports en commun, interdiction progressive des véhicules thermiques...). Comme le rappelle Naomi Klein : « Sans interdictions et régulations fortes, les innovations vertes resteront marginales ».

Des leviers sous-utilisés émergent :

- L'Union européenne intègre désormais des clauses climatiques dans ses traités commerciaux.
- Plus de 2700 procès climatiques ont été recensés dans le monde, et près de 3000 cas déposés jusqu'en 2024 (Earth.org).
- Le Belize a structuré une "dette verte" en rachetant 553 millions \$ de dette souveraine à prix réduit pour les convertir en investissements de protection marine (International Monetary Fund).

Or, réviser les règles institutionnelles et juridiques ne suffit pas : la notion même de valeur économique est à repenser.

Transformation de la valeur économique

Une nouvelle logique économique passe par la redéfinition des indicateurs de richesse. Le PIB ignore la destruction du capital naturel — la disparition d'espèces ou l'épuisement des sols ne le font pas baisser. Des alternatives existent : Indice de développement humain (IDH), empreinte écologique, ou encore indicateurs de bien-être, comme celui adopté au Bhoutan (bonheur national brut).

Cette transformation s'appuie sur des innovations financières :

- La BCE souhaite introduire en 2026 un “facteur climat” réduisant la valeur des actifs carbonés acceptés comme collatéral.
- Des banques publiques comme la KfW allemande montrent l'efficacité des investissements ciblés.

La transformation concerne aussi la comptabilité des entreprises. La Banque mondiale estime que les ressources naturelles représentent 47 % de la richesse mondiale, mais elles sont absentes des bilans comptables. La généralisation d'une comptabilité élargie (capital naturel, capital social, triple bottom line) permettrait de corriger cette cécité. Certaines entreprises pionnières ouvrent la voie : Danone a lié en 2020 20 % de la rémunération variable de ses dirigeants à des objectifs ESG (dont des cibles climatiques).

L'enjeu central reste l'internalisation des externalités. Autrement dit, le marché ne reflète pas la rareté écologique — d'où l'urgence d'élargir le calcul économique à ses impacts réels.

Cette redéfinition est toutefois inséparable du déploiement d'innovations technologiques et sociales, dont il convient de mesurer simultanément les promesses et les limites.

Innovations et limites

Le potentiel des technologies vertes est réel. Elles sont indispensables mais loin d'être suffisantes :

- La production d'hydrogène vert est actuellement 1,5 à 6 fois plus chère que celle d'hydrogène "gris" (AIE, 2023).
- Capture et stockage du carbone (CCS) : seulement 0,1 % des émissions mondiales capturées (GIEC, 2022).
- Agriculture régénératrice : les estimations de séquestration montrent une très large amplitude selon les pratiques. Des approches largement reproductibles (semis direct, couverts végétaux, pâturage géré) permettent de capter en moyenne 0,7 à 5 t CO₂/ha/an. Des systèmes plus spécialisés comme l'agroforesterie ou des techniques avancées telles que BEAM ou des pâturages régénératifs intensifs peuvent atteindre jusqu'à 11 à 38 t CO₂/ha/an. Ces niveaux de séquestration ne peuvent toutefois être que le seul produit d'une refonte profonde des pratiques agricoles et d'un engagement à long terme (Regeneration International).

Toutefois, les rapports du GIEC rappellent que même avec des innovations massives, la réduction de la demande énergétique restait indispensable pour respecter l'objectif de 1,5 °C. Miser uniquement sur les technologies, c'est risquer le solutionnisme technologique. La géo-ingénierie (ex. injection d'aérosols) illustre ce danger : une solution risquée qui détourne des vraies mesures de sobriété (Klein). Alors que le GIEC (AR6) montre ainsi que 30-60 % des réductions doivent venir de sobriété (isolation, mobilité douce), le système actuel continue largement de parier sur l'innovation technologique seule. L'AIE confirme qu'un tiers des réductions d'ici 2050 nécessitera une baisse de la demande.

En réalité, c'est la complémentarité des approches qui peut fonctionner. L'exemple allemand est révélateur : malgré une croissance spectaculaire des renouvelables (+ 50 % d'éolien depuis 2010), les émissions stagnent à cause de la poursuite du charbon. Cela confirme que l'innovation, sans sobriété ni politiques de contrainte, ne peut suffire. Comme l'écrit le GIEC (AR6) : « Les technologies ne peuvent compenser l'absence de réduction de la consommation ».

Enfin, l'investissement public reste central. Comme le souligne Mariana Mazzucato : « L'État doit investir massivement pour rendre les alternatives accessibles à tous ».

Conclusion : entre utopie pragmatique et réalisme lucide

Le capitalisme climatique se propose de concilier deux logiques a priori irréconciliables : un système économique fondé sur la croissance infinie et l'exploitation des ressources, face à une planète aux limites physiques inamovibles. Cette notion révèle une tension fondamentale à laquelle notre époque fait face : peut-on réformer un système dont les structures mêmes semblent nourrir la crise écologique ?

Les analyses historiques et structurelles montrent l'appui du capitalisme depuis son avènement industriel sur une exploitation intensive des énergies fossiles et une externalisation systématique des coûts environnementaux. Les mécanismes de court-termisme financier, de compétition mondialisée et d'invisibilisation des limites écologiques ont conduit à une impasse climatique sans précédent. Cependant, trois voies émergent face à l'urgence.

La thèse de l'incompatibilité radicale permet de souligner que le capitalisme, dans sa forme actuelle, ne peut résoudre une crise qu'il a lui-même engendrée. Elle plaide pour un dépassement du modèle, à travers la décroissance, les communs ou une économie post-capitaliste. À l'inverse, la thèse réformiste croit en une transformation interne, à travers la régulation, la finance verte et l'État stratège. Enfin, la thèse opportuniste parie sur l'adaptation marchande, avec ses avancées technologiques (...et ses risques de greenwashing).

Si ces approches divergent, elles se rassemblent sur un point : l'inaction n'est plus une option. Les solutions existent : tarification du carbone, fin des subventions aux fossiles, comptabilité élargie, sobriété énergétique. Toutefois, leur mise en œuvre se heurte à des verrous politiques, économiques, culturels.

Ainsi, le véritable enjeu ne réside pas dans la question de savoir si le capitalisme peut devenir "climatique", mais à quelles conditions cette transformation est possible. Elle suppose :

- Une régulation mondiale contraignante, dépassant les accords volontaires actuels
- Une refonte des indicateurs de richesse, afin d'intégrer le capital naturel et social
- Un rééquilibrage des pouvoirs, limitant l'influence des lobbies fossiles et des marchés financiers
- Un nouveau récit économique, dans lequel prospérité ne signifie plus destruction écologique.

En définitive, le "capitalisme climatique" n'est ni une utopie naïve ni une imposture : c'est un champ de bataille, opposant ceux qui veulent verdir le système et ceux qui entendent le

dépasser. Toutefois, une chose est sûre : le statu quo est un suicide collectif. La question n'est donc plus de savoir s'il faut le changer, mais comment et à quel rythme. "Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme" disait Frederic Jameson. Pourtant, l'un pourrait bien causer l'autre. Comme l'écrivait Andreas Malm, "l'alternative au changement radical, c'est la catastrophe radicale". Reste à choisir.

BIBLIOGRAPHIE

Racines historiques du capitalisme

Malm, A. (2016). *Fossil Capital*. Verso.

Moore, J. W. *L'écologie-monde du capitalisme : comprendre et combattre la crise environnementale*. Editions Amsterdam.

Structure et limites internes du capitalisme

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2021). *Sixth Assessment Report (AR6)*. ipcc.ch

Parrique, T. (2019). *Decoupling debunked*. European Environmental Bureau. eeb.org

Thèse de l'incompatibilité radicale

Klein, N. (2015). *Tout peut changer*. Lux Editeur.

Hickel, J. (2020). *Less is more: How degrowth will save the world*. William Heinemann.

Ostrom, E. (1990). *Governing the commons*. Cambridge University Press.

Thèse réformiste

Henderson, R. (2020). *Reimagining capitalism in a world on fire*. PublicAffairs.

Mazzucato, M. (2021). *Mission economy: A moonshot guide to changing capitalism*. Penguin.

Climate Action 100+. (2023). *Progress update 2023*. climateaction100.org

Thèse adaptive opportuniste

Elkington, J. (2020). *Green swans: The coming boom in regenerative capitalism*. Fast Company Press.

Réécriture des règles du jeu

Klein, N. (2015). *Tout peut changer*. Lux Editeur.

Transformation valeur économique

Malm, A. (2016). *Fossil Capital*. Verso.

Innovations et limites

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2022). *Sixth Assessment Report (AR6), Working Group II*.

Sources complémentaires générales

Collectif, & Mistral, J. (2015). *Le climat va-t-il changer le capitalisme ?*. Eyrolles.

Feill, R. (2016). *La grande adaptation: Climat, capitalisme et catastrophe*. Seuil.

Oreskes, N., & Conway, E. (2010). *Les marchands de doute*. Le Pommier.

Faits et données

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2021). *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Sixth Assessment Report, Working Group I. Chapter 3: Human influence on the climate system*. www.ipcc.ch

Yale Environment 360. (2021). World losing ice 57 percent faster than in 1990s, study finds. e360.yale.edu

Bausells, M. (2016, May 17). Superblocks to the rescue: Barcelona's plan to give streets back to residents. *The Guardian*. theguardian.com

Climate Action Tracker. (2024, mid-year). Costa Rica climate action. climateactiontracker.org

Nakhle, C. (2025). Pricing carbon: Developments and hurdles. *GIS Reports*. gisreportsonline.com

European Commission. (2022). *Non-Financial Reporting Directive (2014/95/EU)*. eur-lex.europa.eu

Baudet, M.-B. (2013, October 11). Gaz de schiste: La fracturation hydraulique restera interdite. *Le Monde*. lemonde.fr

Mathiesen, B., Auken, I., & Skibsted, J. (2019, May 21). This is how Copenhagen plans to go carbon-neutral by 2025. *World Economic Forum*. weforum.org

Igini, M. (2024). Explainer: Climate litigation – Trends and impact. *Earth.org*. earth.org

Owen, N. (2022, May 4). Belize: Swapping debt for nature. *International Monetary Fund*. www.imf.org

Reuters. (2025, July 29). ECB to consider “climate factor” when lending to banks. reuters.com

Marx, S. (2021). Executive salaries increasingly being linked to ESG performance. *ESGCloud*. esgcloud.online

Lo, J. (2025, March 21). Clean hydrogen hype fades as high costs dampen demand. *Climate Home News*. www.climatechangenews.com

Cummins, R., & Leu, A. (2021, March 8). Best practices: How regenerative & organic agriculture and land use can reverse global warming. *Regeneration International*. regenerationinternational.org

International Energy Agency (IEA). (2017). *World energy investment 2017*. iea.org

International Energy Agency (IEA). (2023). *World energy investment 2023*. iea.org

Dwortzan, M. (2022, August 19). Stranded assets could exact steep costs on fossil energy producers and investors. *MIT News*. news.mit.edu

White, K. (2025). Third Annual Energy Supply Investment and Banking Ratios. *BloombergNEF*. about.bnef.com